

L'Espagne des grèves

Manuel Tuñón De Lara



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bhce/1028>

ISSN : 1968-3723

Éditeur

Presses Universitaires de Provence

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 260-272

ISSN : 0987-4135

Référence électronique

Manuel Tuñón De Lara, « L'Espagne des grèves », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne* [En ligne], 52 | 2017, mis en ligne le 09 octobre 2018, consulté le 22 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/bhce/1028>

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2019.

Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne

L'Espagne des grèves

Manuel Tuñón De Lara

RÉFÉRENCE

Manuel Tuñón De Lara, « L'Espagne des grèves », revue *Esprit*, n° 308, juillet-août 1962, p. 114-138.

- 1 Avouons-le, il y avait ces dernières années une « routine espagnole ». Non que l'Espagne fût réduite à un lieu de tourisme et de folklore, mais les regards européens ne perçaient que très rarement la surface. Le dictateur d'Espagne, autrefois condamné par la conscience universelle, était entré dans la famille européenne. Certes, les hommes de bonne volonté compatissaient, mais leur analyse se bornait au triptyque déjà traditionnel : économie archaïque entraînant une aggravation des inégalités sociales, absence des libertés, bas niveau culturel.
- 2 En réalité, les choses sont beaucoup plus complexes et le grand sursaut des travailleurs espagnols, appuyés par les universitaires, en avril-mai 1962, a fourni la preuve éclatante de la vitalité des forces nouvelles qui, dans un avenir proche, pourront briser les cadres archaïques de la société espagnole.

Le plan de stabilisation

- 3 En 1959, le gouvernement espagnol, qui frôlait la faillite à cause de l'inflation, prit des décisions qui reçurent le nom un peu ambitieux de « plan de stabilisation » : dévaluation de la peseta, limitation des crédits bancaires, libéralisation d'une grande partie du commerce extérieur... Les résultats se révélèrent très satisfaisants pour freiner l'inflation et améliorer la balance des comptes ; autrement dit, la stabilisation réussit sur le plan financier. Par contre, la production subit une chute considérable, les entreprises moyennes et petites traversèrent une crise aiguë, le chômage augmenta (et avec lui l'émigration de la main-d'œuvre). Les syndicats officiels durent reconnaître que le pouvoir d'achat des ouvriers avait baissé et les organismes officiels comprirent qu'il

fallait venir en aide, par exemple, à l'industrie du bâtiment menacée de crise. On commença à parler de réactivation et à rechercher des capitaux étrangers (33 millions de dollars en 1961, ce n'était pas assez), car les capitalistes espagnols hésitaient à intervenir. Le rapport de l'OECE sur l'Espagne pour 1960 confirmait la baisse des salaires réels². Pour leur part, les « Fraternités ouvrières d'action catholique » (HOAC) et la Jeunesse ouvrière catholique ne mâchaient pas leurs mots pour expliquer que le fardeau du Plan de stabilisation retombait entièrement sur les travailleurs. Cette position était partagée –il va de soi– par les organisations ouvrières de l'opposition, qui poursuivaient leur activité malgré la répression de 1959.

- 4 Les chiffres confirmaient ces affirmations : les bilans de la presque totalité des grandes banques et des grandes sociétés anonymes pour 1960 révélaient une hausse des profits, alors que le revenu national baissait. En ce qui concerne 1961, M. Ignacio Villalonga, directeur du puissant groupe financier de la Banque centrale, déclarait qu'elle avait été la meilleure année pour les affaires depuis la fin de la Guerre civile. Et pourtant les neuf dixièmes des travailleurs continuaient à percevoir les mêmes salaires qu'en 1956³. Il y a plus : d'après les statistiques très officielles du IIe Congrès syndical (mars 1962), la production individuelle par ouvrier a évolué ainsi depuis 1958 :

1958 (année de base)	100,0
1959	104,7
1960	108,4
1961	120,8

- 5 Pour mieux comprendre l'inégalité de la distribution du revenu national en Espagne (dénoncée à plusieurs reprises par les prélats), il faut savoir que la concentration des capitaux et des entreprises n'a fait que grandir depuis vingt ans. Il s'agit d'un fait reconnu par tous, des professeurs et des économistes tels que MM. Velarde, De la Sierra et Tamames ayant exposé en détail l'emprise des monopoles sur l'économie espagnole. Six grandes banques possèdent 57,58 % du capital et des réserves des 104 banques privées existant en Espagne, ainsi que 65,59 % des dépôts bancaires. En fait, la production d'électricité, la sidérurgie, la construction navale, l'industrie des produits chimiques, l'industrie électro-mécanique, l'industrie du papier, l'industrie du sucre, etc., sont entre les mains de quelques groupes financiers contrôlés par les grandes banques⁴. Il y a l'Institut national de l'industrie, mais les entreprises d'état sont également liées aux groupes financiers nationaux et étrangers. Il n'y a pas longtemps, le professeur Tamames expliquait dans un colloque d'économistes que « l'Institut national de l'industrie n'a pas accompli les buts pour lesquels il fut créé ; il a oublié sa fonction de lutte antimonopoliste et a établi des connexions avec des sociétés anonymes privées en vue de réaliser une politique commune ».
- 6 Ce tableau est à compléter par la situation dans les campagnes (47 % de la population active dans l'agriculture, 20 % du revenu national) : 10 000 grands propriétaires possèdent 8 millions d'ha, tandis que 2 millions de paysans, qui possèdent aussi 8 millions d'ha, ont des revenus égaux ou inférieurs à ceux d'un ouvrier agricole. Deux exemples, parmi d'autres : à Jerez de la Frontera (Cadix), 19 propriétaires possèdent 44 000 hectares, dont

plus de 30 000 sont en friche ; les propriétés du duc de Medinaceli équivalent aux terres de 30 000 petits cultivateurs.

- 7 On sait que les capitaux étrangers jouent un rôle important dans l'économie espagnole. C'est ainsi notamment dans la production minière, l'industrie chimique, l'industrie électro- mécanique, l'industrie automobile, etc. Cependant, les groupes financiers espagnols, qui sont en étroit rapport avec leurs semblables étrangers, ont demandé l'assouplissement des restrictions aux investissements étrangers. Ils ont eu gain de cause : deux décrets promulgués cette année permettent aux étrangers de rapatrier les profits, les dividendes et même les capitaux investis. Ils peuvent aussi acheter 50 % des actions de n'importe quelle entreprise espagnole (les participations plus importantes doivent être autorisées par le gouvernement ; les autorisations sont accordées facilement, mais non sans arbitraire).
- 8 Naturellement, cette situation économique a profondément choqué tous ceux qui se préoccupent du redressement de l'économie nationale. Depuis un an on a fait grand tapage sur des lois économiques qui doivent incessamment être votées par les « Cortès ». En 1961, à l'occasion du voyage du Caudillo en Andalousie (où les travailleurs agricoles mécontents avaient manifesté à plusieurs reprises depuis 1960), on déclencha une campagne de propagande à propos d'une éventuelle réforme agraire, mais les gros propriétaires terriens passèrent vite à la contre-attaque, et M. Ullastres, ministre du Commerce –et personnalité économique du régime– déclarait aux journalistes « qu'il ne s'agissait pas de partager la misère des terres sèches... mais d'irriguer les terres ». En fait, des changements techniques –assez minces d'ailleurs–, mais surtout pas de bouleversement des rapports sociaux dans les campagnes.
- 9 Le temps passait et la seule loi votée par les Cortès était celle de la nationalisation de la Banque d'Espagne et des banques officielles. C'était encore une mesure technique, car il était incompréhensible que l'organisme chargé de régler les mouvements de la monnaie et du crédit fût l'apanage de quelques capitalistes privés. Néanmoins, rien ne permet d'assurer que les représentants des intérêts financiers privés cesseront d'agir en maîtres dans la Banque d'Espagne.
- 10 En ce qui concerne l'agriculture, le ministre Cirilo Cánovas déclara aux Cortès, le 12 avril 1962, que le gouvernement s'opposait à « agiter l'épouvantail d'une réforme basée purement et simplement sur la redistribution de la propriété agraire ». Un projet de loi en vue de faciliter l'accession des petits fermiers à la propriété ne put passer le cap de la commission des Cortès, de même qu'un timide projet prévoyant une participation ouvrière très restreinte aux conseils d'administration des sociétés anonymes. Il faut souligner que les « procuradores » qui obligeaient les ministres à renoncer à ces projets de loi étaient tous nommés directement ou indirectement par le Caudillo ou par les syndicats phalangistes.
- 11 Les gens aisés croyaient pouvoir continuer ainsi indéfiniment : M. Villalonga déclarait à la Banque centrale qu'un relèvement des salaires ne serait possible que sur la base du relèvement de la productivité ; et M. Ventosa, financier catalan, constatait amèrement dans une autre assemblée d'actionnaires : « Nous avons eu le regret de devoir relever quelques salaires à cause de l'émigration de main d'œuvre en Allemagne⁵ ». La presse déclenchait une autre campagne de propagande sur la signature des contrats collectifs ; en fait, sur 8 300 000 salariés, « près de 8 millions ne bénéficient pas encore des contrats collectifs » (Ya de Madrid, janvier 1962). De plus, les propositions patronales de contrats collectifs se basaient presque toujours sur l'augmentation des primes de productivité,

mais non des salaires de base. Jamais les patrons et le gouvernement n'avaient accepté des salaires de 100 pts par jour : c'était pourtant une revendication ouvrière depuis 1960. En septembre 1960, *Juventud Obrera*, le bulletin de la Jeunesse ouvrière catholique, publiait les résultats de la réunion des organismes de l'apostolat social, établissant le salaire minimum vital pour une famille (mari, femme et deux enfants) à 160 pts par jour. La note du Secrétariat diocésain de Bilbao, en mars 1962, parlait d'un salaire minimum de 137 pts. Mais les maîtres du pouvoir économique, les gouvernants et les « syndicalistes » de la Phalange étaient insensibles au cri d'angoisse des hommes de la mine, de l'usine et des campagnes : ils croyaient tout à fait normal que les salariés, tout en formant 70 % de la population active, ne reçoivent que 30,4 % du revenu national⁶. Pour ces gens, les mots « justice sociale » ne servaient qu'une fois par an, à la fête de bienfaisance.

- 12 Le personnage principal du roman de Juan G. Hortelano, *Orage d'été*⁷, qui reflète sans fard la vie de la haute bourgeoisie espagnole, exprime les sentiments des hommes qui sont au sommet de la société espagnole : « Ça c'est bien passé pendant ces vingt dernières années, d'accord. Nous avons fait la guerre, nous l'avons gagnée et nous avons quadruplé le capital que possédaient nos familles avant 1936 ».

La question du Marché commun

- 13 C'est alors que le problème du Marché commun s'est posé dans toute sa force. Dans les milieux officiels, on parlait de « faire l'Europe » depuis longtemps, une Europe qui tiendrait plutôt de celle des Croisades que de la coopération moderne. Cependant les libéraux prenaient la construction de l'Europe dans un sens presque opposé : une Europe représentant les valeurs démocratiques et libérales du monde occidental.
- 14 Le gouvernement espagnol, qui avait boudé l'Europe économique des Six –sans cacher qu'il avait des raisons politiques de le faire– a demandé subitement son association au Marché commun au lendemain de l'accord intervenu à Bruxelles sur les problèmes agricoles. La lettre de M. Castiella à la CEE demande « une association susceptible de se transformer un jour en intégration, après que l'économie espagnole aura franchi les étapes indispensables pour s'aligner sur les conditions du Marché commun ». Le Ministre espagnol ne cachait pas que « les exportations agricoles vers les pays de la CEE sont une partie fondamentale du commerce extérieur espagnol, dont le maintien et l'augmentation sont d'une importance capitale pour avoir les moyens de paiement sans lequel notre développement économique se trouverait en difficulté... »
- 15 Il est vrai qu'en 1960 39 % des exportations espagnoles sont allées vers les pays du Marché commun et 26 % vers la zone de libre échange (notamment l'Angleterre), tandis que 26 % des importations venaient des pays du Marché commun et 17 % de la zone de libre échange⁸. L'essentiel des exportations espagnoles est composé par les oranges, le minerai de fer, l'huile d'olive, les vins, les amandes et les tomates. On importe surtout du pétrole, des machines, des huiles végétales, du coton (de moins en moins, car la production nationale progresse), des engrais chimiques, du fer, de l'acier et du matériel électrique. Il est évident que les relations commerciales de l'Espagne avec tous ces pays sont les relations d'un pays semi-colonial, mais il est également clair que les exportateurs de produits agricoles et de matières premières sont parmi les plus intéressés à participer au Marché commun et que, dans la structure actuelle du commerce extérieur espagnol (qui obéit à des raisons aussi économiques que politiques) une chute des exportations d'agrumes, de minerais, de tomates, etc. serait une catastrophe (le problème existe déjà

pour le vin). Il est normal que le comte de Montarco affirme que pour l'agriculture la participation au Marché commun est indispensable.

- 16 Pour sa part, l'industrie espagnole n'est pas en condition de pouvoir concurrencer les autres industries au sein du Marché commun ; son avenir est dans le marché national, à condition de relever le pouvoir d'achat de la population. Mais les principaux groupes financiers ont des liaisons avec les oligarchies industrielles et financières des pays de l'Europe et de l'Amérique. Le marquis de Fontalba, président de la Banque Urquijo (celle qui contrôle le plus grand nombre d'entreprises industrielles) a dit franchement que sa banque avait établi toutes sortes de contacts, en vue du Marché commun, avec de puissantes entreprises européennes et des États-Unis.
- 17 Somme toute, les exportations espagnoles ne représentent que 13 % du produit national agricole et 6 % du produit industriel. Il faut donc reconnaître que la querelle du Marché commun, tolérée sinon alimentée par le régime, passe à côté des graves problèmes structurels et sociaux de l'économie espagnole.

Les concurrents du régime

- 18 On serait tenté de croire que ces dernières années les tenants du Pouvoir ont essayé de soulever en Espagne de faux dilemmes afin de détourner les Espagnols des problèmes cruciaux. Que dire, sinon, de la fameuse querelle sur la monarchie ? (Officiellement, l'Espagne franquiste est « un royaume catholique, social et représentatif »). La question est de savoir si la dynastie des Bourbon remplacera le Caudillo à la tête de l'état, si ce remplacement doit se faire avant ou après la mort du général Franco, et surtout si cette Monarchie restaurée serait fidèle aux principes du « Mouvement national » ou basée sur un système politique libéral.
- 19 En fait, Don Juan et le Caudillo se sont rencontrés plusieurs fois et le ton de leurs relations est beaucoup plus cordial que jadis. M. Pemán, président du Conseil privé de Don Juan, est reçu par le Caudillo ; le marquis de Luca de Tena est nommé ambassadeur ; M. Pérez Embid, éminence de l'« Opus Dei » et membre aussi du Conseil de Don Juan, a occupé de hautes fonctions dans l'état franquiste... et ainsi de suite. Le général García Valiño, nommé il y a trois mois capitaine général de Madrid, et M. Garrigues, ambassadeur aux États-Unis, ne cachent pas qu'ils sont favorables à la restauration monarchique.
- 20 Cependant, les autres monarchistes (ce qu'on appelle maintenant l'aile gauche de l'« Unión Española ») ont mené campagne contre le régime et ont été traînés devant les tribunaux, où ils ont bénéficié d'une mansuétude que n'ont jamais connue les opposants de gauche. Il y a aussi des personnalités et des formations politiques qui seraient favorables à une monarchie libérale ; c'est le cas de l'ancien ministre José María Gil Robles et de son groupe social-chrétien, du professeur Tierno Galván, etc. M. Ridruejo lui-même a déclaré à plusieurs reprises qu'il accepterait une monarchie si celle-ci était basée sur des principes démocratique⁹. Autant dire qu'on a introduit une confusion totale à ce sujet ; de nombreux Espagnols sont arrivés à croire qu'une restauration monarchique équivaldrait à une restauration des libertés publiques. Pourtant, les représentants officiels du parti de Don Juan ne se sont jamais engagés à travailler pour le rétablissement des libertés politiques et sociales habituelles en Europe occidentale. Et quand la question de la réforme agraire a été mise sur le tapis, ce sont des personnalités monarchistes et le journal ABC qui ont mené campagne contre toute tentative de modifier le régime de la

propriété agraire (la plupart des gros propriétaires terriens de la noblesse sont des monarchistes).

- 21 Au surplus, le Caudillo n'est pas pressé de « transmettre les pouvoirs » et des querelles secondaires subsistent entre lui et le prétendant (il n'a pas voulu accorder à don Juan Carlos le titre de « Prince des Asturies » que portent les héritiers du trône). En vérité, le régime considère comme utile l'existence d'une telle opposition, destinée à brouiller les cartes.

La montée des contestations

- 22 En Espagne, l'activité des partis politiques est rigoureusement interdite. Ce vide donne plus de valeur aux positions diverses prises au sein des institutions telles que les syndicats « verticaux », l'église, l'Université ou l'Armée.
- 23 En mars 1962 a eu lieu le IIe Congrès syndical. Malgré son nom, il s'agit d'une réunion où les délégués ne sont pas élus directement par les travailleurs. Il est formé de 200 « représentants » des ouvriers, 200 des patrons et 200 des techniciens. Il y a pourtant toujours quelques délégués qui expriment des critiques assez violentes ; ce n'est pas dangereux, ça fait très « social » et ça peut même servir de soupape de sûreté. Cette année, deux semaines avant le congrès, le secrétaire général de l'Organisation syndicale, M. Giménez Torres, présentait sa démission. Il avait préparé, d'accord avec le ministre-secrétaire du Mouvement, M. Solís, et avec la tendance sociale-chrétienne (dont les chefs de file seraient M. Martín Artajo et Mgr Herrera), un plan de réorganisation syndicale tendant à nommer par élection les cadres moyens des syndicats. Cette proposition, les vieux phalangistes, dirigés par l'ancien secrétaire général M. Fernández Cuesta, réussirent à la mettre en échec par 83 voix contre 73 et une centaine d'abstentions, faisant valoir que d'après le *Fuero del Trabajo* (1958), les dirigeants syndicaux doivent être des militants de la Phalange. En fait, le Congrès était passé à côté des réalités syndicales espagnoles ; parmi ses « recommandations » ne figurait même pas la question brûlante du salaire minimum vital. Il avait aussi reculé sur la question de la réforme agraire. Cependant, une faible minorité des délégués, étrangers aux manœuvres sordides des phalangistes « purs » ou « libéraux », écœurés par les injures échangées entre ces « personnalités » peu soucieuses des conditions de vie des travailleurs, prenaient contacts entre eux et pensaient, à l'instar de la plupart des groupes politiques clandestins, que seule une opposition syndicale cohérente pouvait défendre sans relâche les droits de leurs compagnons de travail.
- 24 Au sein de l'église et des mouvements catholiques, l'esprit critique envers le régime s'était développé ces dernières années. Ici, il faut distinguer entre le comportement de la hiérarchie et celui des organisations ouvrières catholiques, sans oublier les positions d'un institut séculier aussi puissant en Espagne que l'« Opus Dei ».
- 25 Le cardinal-primat, Mgr Plá y Deniel, s'était adressé en 1960 au secrétaire général du Mouvement, M. Solís, pour défendre les organisations ouvrières catholiques et critiquer le comportement de la direction des Syndicats qu'il n'hésita pas à qualifier de « totalitaire »¹⁰. La non-représentativité des syndicats officiels avait été dénoncée par plusieurs prélats, notamment par Mgr Pildain, évêque des Canaries. En janvier 1962, Mgr Gurrupide, évêque de Bilbao, affirmait, à la suite de la publication de *Mater et Magistra* : « L'Espagne est l'un des pays dont le revenu national est le plus bas en Europe, mais par

contre, elle occupe la troisième place dans le monde pour les dépenses superflues. Le luxe et le gaspillage des classes possédantes sont une provocation pour ceux qui manquent de l'indispensable pour mener une vie digne et humaine ». Un mois plus tard, dans une note adressée aux paroisses où il y avait des conflits sociaux, le secrétariat diocésain de Bilbao écrivait : « Les travailleurs doivent disposer d'organisations professionnelles efficaces, pratiques, pour défendre leurs droits légitimes, quand ceux-ci sont brimés... Il n'est pas licite de priver les ouvriers –sous prétexte de sauvegarder l'ordre public– de moyens véritablement efficaces pour défendre leurs droits. »

- 26 En mars 1962, pendant que se tenait le Congrès syndical, l'archevêque de Séville, Mgr Bueno Monreal, publiait une lettre pastorale critiquant les possédants des campagnes andalouses et affirmant que « les salaires de 40 et 45 pts, par jour, scandaleusement insuffisants, sont fréquents dans notre diocèse ».
- 27 Sans doute, la majorité de la hiérarchie continuait de se taire ; il ne faut pas oublier que presque tous ses membres ont été partie belligérante dans la Guerre civile espagnole et que les souvenirs passionnels de cette lutte fratricide pèsent encore beaucoup sur leur comportement.
- 28 Bien au contraire, les organisations ouvrières catholiques, formées par des gens qui ne considèrent la Guerre civile que comme un souvenir historique, n'ont pas hésité ces dernières années à déclarer que « le plan de stabilisation a été payé par les ouvriers, tandis que les banques et les oligopoles augmentaient leurs profits », à dénoncer la non-représentativité des syndicats phalangistes et à réclamer le droit des travailleurs à former leurs propres associations professionnelles. Cette attitude a provoqué de nombreux incidents avec les autorités civiles.
- 29 Le clergé, déjà très ému par la déclaration des 339 prêtres basques en 1960, a été très partagé à propos de la situation sociale et politique, mais de nombreux prêtres demandèrent en 1961 l'abolition de la censure de presse et de livres ; en août 1961, le père Ulecia était traduit devant les tribunaux civils en Guipúzcoa, pour avoir dénoncé en chaire les tortures subies par les jeunes nationalistes basques arrêtés à ce moment-là. D'autres prêtres catalans, qui n'ont pas cessé de protester contre les arrestations et les tortures, étaient également inquiétés, ainsi que des novices de la Compagnie de Jésus à Oña. Les conseillers des HOAC n'ont pas cessé d'aider moralement les ouvriers catholiques qui, à côté de leurs camarades de travail, ont participé aux diverses grèves pour le salaire minimum, qui ont eu lieu en Espagne depuis les derniers mois de 1961.
- 30 Par contre, des personnalités marquantes de l'« Opus Dei » ont continué leur collaboration avec le gouvernement ou bien avec Don Juan de Bourbon, appuyant sans relâche la politique économique chère aux banques et aux classes possédantes. En agissant ainsi, ils faisaient cause commune avec les intégristes représentés au gouvernement par MM. Castiella, Iturmendi, etc. En octobre 1961, la visite en Espagne du cardinal Ottaviani, reçu en grande pompe par le gouvernement (et aussi par Mgr Herrera et par M. Artajo) a renforcé les positions des intégristes. Mgr Ottaviani s'est plu à exalter « la Croisade contre la Horde » et à rappeler le caractère de Croisade de la Guerre civile (qui a été qualifiée par SS Jean XXIII de « regrettable guerre civile ») et il a présidé l'ouverture des cours à l'université de l'« Opus Dei » à Pampelune. Cette université s'est vu accorder –pour la première fois en Espagne– le droit de décerner des diplômes académiques dans des conditions analogues aux universités de l'état, en vertu d'un article du Concordat, et cela contre l'avis du ministre de l'éducation, M. Rubio. Les milieux

universitaires ont réagi très vivement contre cette mesure : ce sont d'abord les professeurs de la Faculté des Lettres et de la Faculté des Sciences politiques et économiques de Madrid qui ont élevé leur protestation, bientôt suivis par les étudiants qui, dans de nombreuses assemblées, ont pris position contre l'université de l'« Opus Dei », en dépit des efforts des dirigeants du SEU nommés par le « Mouvement »¹¹.

- 31 Cependant, malgré les efforts de l'intégrisme, le catholicisme espagnol a tellement évolué ces dernières années que le général Franco, dans son discours de Huelva, crut nécessaire de s'attaquer aux catholiques libéraux en disant : « L'incompréhension gagne trop souvent des milieux importants de l'église, auxquels beaucoup de choses échappent à cause de cet esprit libéral qui soutient que l'église doit être séparée de l'état... »
- 32 L'Université et les milieux intellectuels, dont le divorce avec le régime est net depuis 1956, ont illustré leur attitude à plusieurs reprises ces derniers mois en demandant l'abolition de la censure, l'amnistie des emprisonnés politiques, etc. Des films tels que *Plácido* de Berlanga et des pièces de théâtre comme *La chemise* de Lauro Olmo expriment la même attitude critique, ainsi que les poèmes de Gabriel Celaya *Épisodes nationaux*. Mais ce sont surtout les manifestations d'étudiants à Madrid et à Barcelone, dont nous avons déjà parlé¹², qui ont montré la décision des universitaires de poursuivre la lutte politique. La création dans la clandestinité de la FUDE (Fédération universitaire démocratique espagnole), syndicat libre qui groupe des étudiants « en lutte pour la démocratie et la liberté dans l'Université espagnole », marque aussi une étape dans ce processus de maturation sociale des étudiants. C'est en vain que les tribunaux militaires d'exception ont condamné à de lourdes peines de prison les étudiants Gómez Llorente, Armora, Sempere, Sánchez et d'autres (tous accusés de « délit de rébellion militaire » en raison de leurs actes politiques pacifiques) ; les étudiants –ils viennent encore de le prouver– ne reculent pas dans leur action pour le droit de libre association et pour les libertés fondamentales.

L'opposition politique

- 33 Cette fermentation des esprits dans les diverses familles sociales et spirituelles de l'Espagne (et je ne parle pas de l'agitation chez les paysans andalous, du développement des sentiments nationalistes, bafoués par le régime, en Catalogne et au Pays basque) n'est pas sans rapport avec l'existence des organisations et groupes clandestins de l'opposition qui se déploient en éventail, des modérés jusqu'à l'extrême gauche.
- 34 Il est sans doute difficile d'évaluer la force et l'influence de ces groupes contraints d'agir dans la clandestinité ; nous sommes donc obligés de nous servir de données fragmentaires. Toutefois, personne n'ignore, par exemple, l'existence des états-majors politiques importants du Mouvement social-chrétien de M. Gil Robles, de la monarchiste « Unión Española », du parti d'Action sociale démocratique de M. Ridruejo, de la Gauche démocrate-chrétienne (M. Giménez Fernández), etc. Ensuite, plus vers la gauche, le Parti socialiste qui a signé avec la Gauche démocrate-chrétienne et le parti d'Action républicaine démocratique (dont les dirigeants en exil appartiennent aux équipes de gouvernement de la IIe République) le pacte de l'Union des forces démocratiques. Il y a enfin le Front de libération populaire (FLP), mouvement de gauche qui se réclame du socialisme et dans lequel militent de nombreux catholiques de gauche, et le Parti communiste, tous deux organisés en principe sur la base des lieux de travail. Au Pays basque, il faut mentionner d'abord le Parti nationaliste basque, dont les dirigeants en exil

forment le gouvernement autonome basque, puis la Euzkadi Ta Azkatasuna (ETA), organisation nationaliste de gauche, qui semble avoir aussi une majorité de militants catholiques. En Catalogne, il y a aussi l'Union démocratique, sorte de démocratie chrétienne, le PSU (communistes catalans), le Mouvement socialiste catalan (socialistes catalans, qui se placent à la gauche du PSO d'Espagne) et d'autres groupes plus petits. Signalons aussi que d'après les dernières informations, il y aurait à nouveau un mouvement anarcho-syndicaliste (CNT) en plusieurs régions.

- 35 Ce tableau, forcément incomplet, comprend l'opposition organisée politiquement. Ajoutons que l'opposition intellectuelle, étudiante, celle qui existe réellement au sein des organisations ouvrières catholiques et de l'Organisation syndicale elle-même, est d'une importance essentielle pour l'avenir politique espagnol, bien qu'elle ne soit pas encadrée –au moins pour l'instant– par les partis politiques. Ces groupes, mouvements, tendances, souvent à l'état embryonnaire –les uns possèdent un appareil, les autres en sont encore au stade de groupes non structurés– pourraient catalyser, dans un avenir proche, une opinion publique qui jusqu'à maintenant se limitait à quelques groupes de « notables » ou restait à l'état larvé.
- 36 La répression s'acharne toujours sur les résistants : des paysans andalous, des ouvriers madrilènes des usines Vespa, Marconi et Barreiro, des patriotes basques de l'ETA, les étudiants ci-dessus cités de Barcelone et de Madrid, des intellectuels des Canaries ont été arrêtés, puis condamnés par des tribunaux militaires d'exception.
- 37 Cette répression vise notamment les groupes clandestins organisés et essaie d'intimider les jeunes gens, en même temps qu'elle ménage relativement les opposants modérés que les milieux gouvernementaux considèrent –souvent à tort– comme « récupérables ».
- 38 En dépit de la répression et de la carence absolue des moyens légaux d'information, ces derniers mois ont connu une transformation de la partie inactive de l'opposition, qui commence à comprendre la possibilité de l'action.
- 39 On a parlé souvent –et moi-même ici, il y a trois ans– d'une certaine « dépolitisation » en Espagne ; mais il s'agissait toujours d'une incapacité d'agir plutôt que d'indifférence envers les problèmes politiques. En fait, la collusion trop grossière entre le gouvernement et les milieux d'affaires, l'intervention de l'état dans la vie syndicale, son effort pour empêcher la diffusion de toute pensée qui ne soit pas la sienne devaient amener les gens simples à des réflexes d'ordre politique. Cela explique que le dernier des ouvriers qui a fait la grève ces dernières semaines ait eu conscience de se trouver en opposition à l'état, à la légalité d'un régime qui non seulement veut perpétuer sa misère, mais qui prétend encore que « l'Espagne est en avance de beaucoup d'années sur les autres pays de l'Europe occidentale » (voir le dernier discours du Caudillo).

Le salaire minimum

- 40 C'est dans cette Espagne réelle, que la question du salaire minimum vital s'est posée avec force depuis que l'Organisation syndicale, obligée par les circonstances, a commencé à parler des contrats collectifs de travail. En septembre 1961, les ouvriers des hauts-fourneaux de Sagunto (Valence) réclament le salaire minimum de 125 pts. En novembre 1961, ce sont les 3 000 ouvriers de l'entreprise Compañía Auxiliar de Ferrocarriles de Beasain (Guipúzcoa) qui occupent l'usine après que la direction ait refusé le salaire de 140 pts, demandé par les délégués ouvriers. Le conflit de Beasain devait se prolonger

plusieurs mois, prenant la forme de grève sur le tas, de manifestations de rue et de boycott des cafés, bars et cinémas. En février 1962, la grève de Beasain rebondit ; dans la plupart des localités industrielles de cette province, à Eibar, Irun, Rentería, Elgoibar, Villafranca, Deva, Pasajes, etc., les ouvriers déclenchèrent des grèves pour le salaire minimum, en exigeant la signature des contrats collectifs. Il faut signaler que la Cie Auxiliaire des Chemins de Fer de Beasain avait fait en 1959, 44 710 400 pts de profits nets, et en 1960, 49 628 050 pts, ce qui représentait plus de 20 % du capital de la société.

- 41 En janvier, la grève gagnait aussi les 3 000 ouvriers de l'entreprise de sidérurgie La Basconia de Bilbao (appartenant, comme celle de Beasain, au groupe financier de la Banque Urquijo) et d'autres ateliers métallurgiques moins importants. Le mois suivant c'était le tour de l'usine de pistons Taraba, aussi à Bilbao et des 3 000 ouvriers des chantiers navals de l'état (INI) à Carthagène.
- 42 En somme, la situation sociale se détériorait de plus en plus, tandis que le Congrès syndical s'empêtrait dans les querelles entre phalangistes. Dans le rapport présenté par son nouveau secrétaire général M. Lamata Mejía, on avait souligné comme un grand progrès que 771 625 travailleurs bénéficient déjà de contrats collectifs. En réalité, le nombre des ouvriers couverts par les conventions depuis 1959 dépassait un million. M. Lamata parlait sûrement des conventions signées en 1961 qui comportent certaines améliorations. Les syndicalistes officiels n'avaient pas assez de sensibilité pour comprendre que c'était justement la lenteur des entreprises à signer ces contrats, leur mauvaise foi dans l'application, la tendance des patrons et des gouvernements à relever les primes de rendement plutôt que les salaires de base, qui allaient mettre le feu aux poudres. En attendant, M. Ullastres parlait du plan de développement et cherchait des investissements étrangers, les banquiers exultaient devant les bilans de l'année 1961 et le général Alonso Vega pensait que les grévistes basques seraient mis en échec par une simple opération de police.
- 43 Les incidents des Îles Canaries (diffusion de tracts, arrestations, manifestations contre le gouverneur civil) et les manifestations d'étudiants n'inquiétaient pas davantage les milieux officiels. À la fin de mars on signalait, certes, des grèves sur le tas aux Manufactures métallurgiques madrilènes (toujours pour le salaire minimum de 130 pts.) Les ouvriers de Xèrès faisaient une grève qu'ils gagnaient. Les prix montaient et le journal *Ya* en parla à plusieurs reprises. Mais les « experts » parlaient plutôt du mariage de don Juan Carlos avec la princesse Sophie de Grèce.

La grève endémique

- 44 Tout commença par de petits incidents : les mineurs du puits La Nicolasa aux Asturies, après avoir signé un contrat collectif, voyaient leurs feuilles de paie inchangées..., une dispute entraîna le licenciement de six mineurs... Ce fut d'abord la grève sur le tas, puis la fermeture de la mine par la direction qui prétendait licencier les 2 000 mineurs. La nouvelle se répandit. Des ouvriers d'autres mines refusèrent de travailler ; le vendredi 13 avril, la grève avait gagné tout le bassin du Caudal où travaillent 18 000 mineurs. Des tracts signés par « l'Opposition syndicaliste » appelant à la grève circulaient par toute la région minière : à Mieres, à Turón, Langreo... même à Oviedo et à Gijón. À Madrid le gouvernement, légèrement surpris, envoya quelques compagnies de la Police armée en même temps qu'on ordonnait au gouverneur d'agir en douceur.

- 45 C'est alors que survint l'inattendu : les ouvriers arrêtaient le travail partout, d'abord aux Asturies, ensuite au Pays basque où des tracts signés par le « Comité de solidarité avec les Asturies » appelaient à la grève.
- 46 Aux Asturies, le 24 avril, les mineurs du Bassin du Nalón se mettent en grève, ainsi que ceux des entreprises sidérurgiques Duro Felguera, Siderúrgica de Mieres et Santa Bárbara SA. À Madrid, un entretien du ministre du Travail, M. Sanz Orrio, avec des « syndicalistes » asturiens se terminait dans l'impasse. Le Conseil des ministres tient une réunion où la question du prix du charbon est déjà posée. En même temps, le gouvernement envoie aux Asturies des renforts de la Garde civile et le vice-secrétaire de l'Organisation syndicale M. Marcos Chacón.
- 47 Contre toute attente, les mineurs ne se contentent pas de promesses, et le 2 mai le nombre des grévistes dans les Asturies est de 80 000. À Bilbao, la grève commence par les Chantiers navals ; elle est bientôt suivie par les ouvriers de Babcock Wilcox, de Dow Chemical-Unquinesa, General Eléctrica, Echevarría, Basconia, etc., au nombre de 39 000. Dans la province de Guipúzcoa, les ouvriers de Beasain sont les premiers dans la grève ; ils sont bientôt rejoints par ceux de Lazcano, Villafranca.
- 48 Dans l'ensemble du pays, les mineurs déclenchent la grève pour le salaire minimum et par solidarité avec leurs camarades asturiens : le travail s'arrête à Villablino, province de León (5 000 ouvriers), aux mines de plomb de Linares et aux charbonnages de Peñarroya en Andalousie ; bientôt ce sont les mineurs de mercure à Almadén, de cuivre à Río Tinto, de lignite à Teruel qui participent à cette grève qui prend un caractère national.
- 49 L'affolement s'empare des milieux gouvernementaux et la police arrête un peu partout des « agitateurs ». D'ailleurs, des centaines d'ouvriers asturiens et basques sont déportés vers Valladolid et d'autres provinces du plateau castillan. Le Conseil des ministres, réuni le 4 mai, décide la proclamation de l'état d'exception dans les Asturies et dans deux provinces basques : Biscaye et Guipúzcoa. Une note du ministère de l'Information rompt le silence officiel sur les événements qui étaient déjà connus par la plupart des Espagnols. Le ministre, dénonçant « l'arrêt illégal du travail » et accusant « les agitateurs d'obéir à des mots d'ordre venant de l'étranger », confirme le caractère politique que prend une grève revendicative. À ce moment, quand le nombre des grévistes dépasse 100 000, les étudiants de Madrid manifestent dans les rues aux cris de « Opus, non. Asturias, oui », « Opus, non. Mineurs, oui ». La police arrête quelques étudiants, dont l'un de nationalité américaine, qui sera expulsé d'Espagne. Les manifestations se poursuivent plusieurs jours et la Police armée occupe militairement le quartier de la cité universitaire.
- 50 La tension culmine dans la deuxième semaine de mai : aux Asturies, les grévistes ne fléchissent pas, malgré les déclarations optimistes du gouvernement et quelques informations ridicules que l'agence officielle « Cifra » fournit aux lecteurs des journaux (en réalité, tout le monde suit les événements par les radios étrangères, les très rares journaux étrangers –on interdit tous les journaux français sauf *L'Équipe*–, par des milliers de tracts, sans compter les inévitables potins). À Bilbao, toujours 40 000 grévistes ; à Beasain, heurts entre les grévistes et la force publique, la presse basque est obligée à parler des « grèves ». Dans la banlieue de Barcelone souffle aussi le vent de la révolte ; des usines s'arrêtent à Sabadell, Tarrasa, Igualada, Manresa, Cornelia... La ville entière est semée de tracts appelant à la grève générale. À Peñarroya, les mineurs gardent comme otages trois ingénieurs au fond des puits. De nouvelles grèves sont signalées dans

l'industrie des conserves de Murcie et dans la raffinerie de pétrole d'Escombreras (Carthagène).

- 51 C'est à ce moment qu'intervient la lettre-manifeste des intellectuels critiquant l'attitude du gouvernement, demandant la liberté d'information et le respect des droits des travailleurs¹³. Enfin, les étudiants de Barcelone passent à l'action et sortent dans les rues environnant l'Université aux cris de « *Franco, no. Asturias, sí* ». La police pénètre dans les locaux universitaires, opérant une centaine d'arrestations.
- 52 La situation semble s'aggraver vers le 12 mai : le gouvernement siège sans désespérer jusqu'au petit matin. L'événement le plus important, qui sème le trouble dans les milieux officiels c'est l'éditorial d'*Ecclesia*, organe central de l'Action catholique, inspiré directement par la hiérarchie ; « Une telle restriction d'un droit social (le droit de grève) admis par la doctrine catholique et reconnu par la majorité des codes non-marxistes n'est possible que pour défendre des intérêts nationaux de tout premier ordre ou pour éviter des maux supérieurs à la grève elle-même ». *Ecclesia* critique le manque de représentativité et d'indépendance des syndicats officiels. Deux jours plus tard, le 13 mai, Mgr Gurrutia, évêque de Bilbao, publie une pastorale où l'on peut lire notamment : « La juste redistribution des biens, à l'accroissement desquels les travailleurs contribuent tant, n'est pas mise en pratique... La justice et la charité condamnent le chômage et l'étroitesse économique dans laquelle vivent les familles des humbles. » Des forces de police entourent les églises de Bilbao et de sa banlieue, le dimanche 13 mai, mais celles-ci sont pleines de dizaines de milliers de travailleurs qui écoutent les sermons commentant l'encyclique *Mater et Magistra* appliquée concrètement aux grèves. De nombreux prêtres sont arrêtés momentanément par les policiers ; des arrestations ont lieu également aux Asturies où des prêtres sont accusés d'organiser la solidarité avec les grévistes.
- 53 Le lundi 14 mai, les organisations ouvrières catholiques, dont les militants sont aux premiers rangs des grèves depuis la dernière semaine d'avril (« Fraternités ouvrières d'Action catholique » et Jeunesse ouvrière catholique) publient un manifeste prenant position carrément pour les grévistes, pour le droit de grève, pour le droit d'avoir des syndicats libres¹⁴. Le gouvernement interdit ce manifeste, qui pourtant sera diffusé par toutes les régions. M. Verdura, dirigeant des « Fraternités » de Barcelone, et d'autres dirigeants catholiques de Saint-Sébastien et Bilbao seront arrêtés. Le président national de l'HOAC, le président et le vice-président de la JOC sont frappés chacun d'une amende de 50 000 pts.
- 54 Au milieu de mai, personne ne peut plus nier la tournure politique prise par les grèves. Les ministres Castiella et Alonso Vega s'entretiennent avec le cardinal-primat mais ils ne réussissent pas à lui faire désavouer les organisations catholiques.
- 55 Au centre de Madrid, Puerta del Sol, des centaines de femmes crient leur solidarité avec les grévistes. Cette manifestation est conduite par les actrices bien connues Aurora Bautista et Nuria Espert. La police arrête soixante femmes dont Mme Amparo Gastón de Celaya, Mme López Pacheco, Mlle Bergamín (la fille de José Bergamín), Mme Ridruejo (qui est malmenée dans les locaux de la Sûreté), Mme Saura, Mme Sánchez Mazas de Pradera, etc. Elles seront libérées 24 heures plus tard, mais frappées d'amendes de 2 000 à 25 000 pts. Quelques-uns de leurs maris sont arrêtés le lendemain, notamment le poète Gabriel Celaya, le romancier Caballero Bonald, l'éditeur Fernando Baeza. M. Moreno Galván, l'un des critiques d'arts les plus connus a été arrêté trois jours, accusé d'être l'« instigateur de la manifestation des femmes », et libéré avec une amende de 50 000 pts (400 000 anciens francs).

- 56 Le 18 mai, M. Solís se rend à Oviedo pour offrir des augmentations de salaires si les mineurs reprennent le travail, tandis que le journal de la Phalange *Arriba* s'en prend vivement à l'église dans un article intitulé « Rendez à César ce qui appartient à César » : « La doctrine et l'action de l'église, dit le quotidien phalangiste, sont bien reçues. Mais il est triste de la voir, consciemment ou inconsciemment (cette dernière manière étant encore plus lamentable) intervenir dans les matières sociales, politiques, gouvernementales, qui sont entièrement de la compétence de l'état ». Il accuse aussi l'église de « faire cause commune avec ceux qui du dedans et du dehors entretiennent la convulsion qui aujourd'hui agite le monde ».
- 57 La quatrième semaine de mai commence et rien n'est encore arrangé : de nouvelles entreprises sont fermées par la grève à Guipúzcoa, où les journaux sont obligés d'en parler : le gouverneur civil s'en prend aux patrons qui consentent à relever les salaires. À Madrid, toutes les organisations politiques de l'opposition publient des manifestes pour affirmer leur solidarité avec les grévistes, la nécessité de l'action unie et de la lutte contre le régime par des manifestations pacifiques de masse. On peut citer notamment les documents des monarchistes libéraux unis à l'action sociale démocratique, au Parti socialiste et à la Gauche démocrate chrétienne, ceux du Front de libération populaire, du Parti communiste, de l'Action républicaine démocratique, de la Fédération universitaire démocratique espagnole et de la plupart des organisations de la jeunesse qui ont tenu une conférence nationale il y a quelques semaines.
- 58 Le 25 mai, quand les mineurs asturiens tiennent des réunions pour décider le retour au travail (après avoir eu gain de cause pour la première fois depuis 23 ans) la grève gagne Barcelone, Carthagène, l'industrie des conserves de Murcie et quelques ateliers de Madrid (Euskalduna, Manufactures Métallurgiques, RENFE). Les ouvriers manifestent dans les rues de Barcelone et sont reçus par l'archevêque Mgr Modrego. Celui-ci intervient assez vivement quand les policiers veulent arrêter des ouvriers qui sortaient de la cathédrale.
- 59 Plus de 20 000 ouvriers font à Barcelone une grève nettement politique ; les mineurs du bassin catalan cessent également le travail. En Andalousie, on signale les premières grèves des travailleurs agricoles, tandis que la rentrée au travail (décidée par un vote des travailleurs, sans tenir compte des syndicats) s'amorce aux Asturies et en Biscaye.
- 60 Le gouvernement, réuni le 24 mai, décide, sur le conseil du général Alonso Vega, ministre de l'Intérieur, d'annuler tous les voyages du Caudillo en province. Appuyé par les autres militaires, le ministre s'oppose à toute augmentation des salaires, car il estime qu'elle « serait considérée comme une faiblesse de la part du régime ». MM. Ullastres et Navarro (respectivement ministres du Commerce et des Finances, et membres de l'« Opus Dei ») s'y opposent également, pour sauvegarder la stabilité économique et le futur « plan de développement ». M. Solís est mis en minorité.
- 61 Le dimanche 26 mai, tandis que 60 000 ouvriers espagnols sont encore en grève, que les ouvriers manifestent dans les rues de Barcelone, que les paysans font connaître leurs revendications à Jaén, à Cordoue, à Séville, le Caudillo, toujours égal à lui-même, s'adresse aux anciens officiers de la Guerre civile sur le ton dur, autoritaire, buté, qui lui est habituel. Contre toute attente, il se refuse à la plus petite concession, il répète les mêmes lieux communs, il emploie comme arguments la force de l'Armée et « le mandat des morts de la Croisade ». Il n'a rien oublié, il n'a rien appris : « Nous sommes la clef de voûte de la résistance politique occidentale... Le libéralisme est une des portes principales par lesquelles pénètre le communisme : on ne nous pardonne pas de l'avoir fermée en

Espagne ». Ce qui est nouveau ce sont ses paroles sur « les organisations laïques de l'église, souvent minées par les infiltrations des agents communistes » et sur « les excès de quelques prêtres séparatistes basques et les erreurs cléricales [sic] de quelques prêtres exaltés ».

- 62 Sa prise de position sociale ne peut être plus conservatrice : « Il faut dire aux travailleurs que la prétention d'améliorer systématiquement les salaires, sans augmenter la productivité, et quand la situation des entreprises ne le permet pas, constitue un rêve impossible à réaliser... Les améliorations de la rétribution du travail doivent résulter de l'amélioration de la production, de la modernisation des machines, du perfectionnement de l'organisation du travail et de l'effort du travailleur. » Toujours content de lui-même : « Que les travailleurs sachent que personne ne peut aller plus loin que l'état espagnol dans la réalisation de la justice sociale et que nos organisations syndicales, nos jurys de travail et d'entreprise sont ouverts à leurs revendications légitimes... Nous sommes en avance de beaucoup d'années sur l'évolution du monde... Le jour n'est pas loin où nous verrons d'autres pays suivre le chemin que nous avons déjà parcouru ».
- 63 Et la menace finale : « Il y a ceux qui spéculent grossièrement sur mon âge. Je vous dis, que je me sens aussi jeune que vous, et qu'après moi, tout restera bien attaché (*atado* en espagnol) et garanti par la volonté de la majorité des Espagnols... et par la fidèle vigilance de nos armées. Notre œuvre, c'est le mandat de nos morts. »
- 64 Cette fois-ci, la preuve de ce que vaut la « démocratie organique » est plus éclatante que jamais.
- 65 Les observateurs et les hommes politiques de toute tendance s'accordent à dire que ces événements ouvrent une nouvelle étape dans la vie politique espagnole. La participation aux grèves de plus de 300 000 ouvriers, appuyés par leurs familles, leurs amis, une bonne partie de la population ; les actions politiques de plusieurs milliers d'étudiants ; la prise de position de la presque totalité des intellectuels, des organisations catholiques, d'une partie importante du clergé, tout cela fait penser que les grèves d'avril-mai 1962 ne seront pas sans lendemain.
- 66 C'est la première fois qu'ont lieu des grèves de cette ampleur et de cette durée. Il faut bien comprendre la portée de leur étendue à tout le territoire national, de la ténacité dont les ouvriers et leurs familles ont fait preuve et surtout, fait capital, de l'encouragement que suppose dans la plupart des cas l'obtention des augmentations de salaires.
- 67 C'est aussi la première fois que des grèves sont devenues un événement commandant toute la politique nationale, connu par l'immense majorité des Espagnols, en dépit de la censure et de la « contre-information ». On sait, par des témoins qui sont allés sur les lieux, que c'était un encouragement pour les grévistes asturiens et basques de constater que la presse et la radio de tous les pays du monde parlaient de leur lutte.
- 68 Troisième phénomène psychologique : les travailleurs ont pris conscience de la possibilité d'agir, s'ils sont nombreux et marchent ensemble, sans être anéantis par la répression. On commence à désamorcer la psychose de terreur qui règne en Espagne depuis un quart de siècle. Et pourtant, le comportement du Pouvoir fait que chaque gréviste comprend de mieux en mieux la connexion existant entre son geste et la politique¹⁵.
- 69 Sur le plan social, la liaison existant entre le mouvement des ouvriers et ceux des étudiants et des paysans montre la possibilité d'une articulation de tous ces « fronts », dont la dispersion avait rendu plus facile jusqu'à maintenant la tâche répressive du

gouvernement. Par contre, l'Organisation syndicale officielle a été mise en échec et même au bord de la faillite.

- 70 Le phénomène politique le plus remarquable, c'est l'articulation des grèves par régions, le roulement des entreprises en grève qui ne saurait être le fruit de la spontanéité. Des dizaines de milliers d'ouvriers ont risqué leur pain et leur sécurité individuelle simplement par solidarité.
- 71 De plus, tous les groupes politiques de l'opposition, malgré leur désunion, ont été unanimes sur les objectifs à atteindre et à peu près sur les formes d'action. Bien sûr, il y a encore trop de rancunes, trop d'arrière-pensées. Il y a ceux qui donnent priorité à des considérations d'ordre international sur les questions nettement espagnoles. Mais... allez vous dire cela aux mineurs de la Nicolasa, aux métallos de la Basconia, aux paysans de Puente Genil ? D'ailleurs, la réalité a montré l'existence de groupements plus ou moins cohérents, tels que l'opposition syndicale, l'organisation des étudiants FUDE, l'unité de fait existant chez les intellectuels, ainsi que le poids indéniable des « Fraternités » catholiques et de la JOC ; on peut prévoir de nouvelles formes de structuration des opposants au régime¹⁶. Rien n'empêche d'ailleurs, que les groupes politiques de l'opposition, resserrent leurs liens avec les autres groupements sociaux en vue d'obtenir un changement politique fondamental capable de rendre aux Espagnols le droit de décider du destin de leur patrie. Il est objectivement certain que le jour où toutes ces forces seront capables d'offrir aux Espagnols un programme minimum et un organisme de libération vraiment représentatif des tendances diverses de l'opinion, un bouleversement décisif aura lieu dans la conscience des Espagnols. Certes, il y a l'armée, il y a le dernier carré des phalangistes, il y a les profiteurs de la situation, mais depuis quand, dans l'histoire du monde, ces forces ont-elles pu arrêter la volonté de changement de millions d'hommes ?

ANNEXES

Annexe I

Lettre-manifeste des intellectuels

La presse et la radio étrangères nous informent d'un vaste mouvement de grèves qui a lieu dans la région minière des Asturies. Quelques jours après nous apprenons, par les mêmes moyens d'information, qu'il y a quelque 100 000 grévistes et que des grèves de solidarité ont lieu au Pays basque, en Andalousie et au Levant, cependant que la presse et la radio espagnoles gardent le silence, comme si ces faits ne pouvaient intéresser personne... Soudain, on rompt le silence officiel par une note gouvernementale qui nous dit que ces grèves sont l'œuvre d'agents étrangers, d'idéologies importées. On ne nous dit rien sur l'état social qui est à la base des grèves, ni sur la portée de celles-ci, leurs buts, les incidents auxquels elles ont donné lieu. Tout semble indiquer que cette note n'a pas été

publiée pour nous faire sortir de notre ignorance, mais seulement pour permettre l'adoption de mesures d'exception qui, en effet, n'ont pas tardé...

La situation qui se dégage des circonstances ci-dessus citées ne nous semble pas satisfaisante. Nous autres, hommes de vocation intellectuelle, obligés à l'orientation et à la critique, nous devons penser qu'une telle situation nous engage à faire une sorte de manifestation, car il serait absurde et immoral que nous nous considérions comme étrangers et séparés des réalités collectives qui nous entourent. Nous sommes sûrs que le malaise social répandu en Espagne constitue un problème grave qu'il faut traiter avec une sincérité incompatible avec de simples mesures de silence ou de répression. Il est évident que l'information publique n'est pas pratiquée loyalement en Espagne...

Nous pensons devoir attirer l'attention du gouvernement et de l'opinion sur la nécessité d'établir une situation plus proche de l'état de liberté, de justice et de concorde que nous souhaitons pour tous les Espagnols.

Enfin, ils proposent à tous les intellectuels qu'ils s'adressent individuellement au chef de l'état, en exerçant le droit de pétition, pour exprimer leurs points de vue favorables à :

1. La pratique de la loyauté dans l'information de la part du gouvernement envers les Espagnols, par la presse et par la radio.
2. La normalisation du système de négociation des revendications économiques par les moyens habituels dans le monde occidental, en renonçant aux moyens répressifs et autoritaires !

Le premier signataire est M. Ramón Menéndez Pidal, président de l'Académie.

Il est suivi par MM. Ramón Pérez de Ayala, Camillo José Cela, Pedro Laín Entralgo, Juan Antonio Zunzunegui, Vicente Aleixandre, José Bergamín, Gabriel Celaya, Faustino Cerdón, José María Gil Robles, Manuel Giménez Fernández, José Luis Aranguren, Dionisio Ridruejo, Alfonso Sastre, Antonio Saura, Teófilo Hernando, etc, etc.

Quelques jours plus tard 41 écrivains se sont adressés à M. Menéndez Pidal pour adhérer au Manifeste, parmi lesquels, MM. Juan Goytisolo, Armando López Salinas, Jesús López Pacheco, José M. Castellet, José Manuel Caballero Bonald, Mme Dolores Medio, etc.

Annexe II

Manifeste des organisations ouvrières catholiques

Les Fraternités ouvrières d'action catholique, la Jeunesse ouvrière catholique (et leurs sections féminines), devant les conflits sociaux qui ont lieu dans plusieurs régions, et qui reflètent un état de l'église,

Constatent :

Que ces conflits ont trait directement au bien commun et au sort de milliers de travailleurs qui, avec leurs familles, souffrent des conséquences matérielles et morales de la situation.

Qu'ils ne peuvent pas rester en marge de ce qui concerne si directement la vie des travailleurs et de la nation, s'ils veulent être fidèles à la mission que la hiérarchie ecclésiastique leur a confiée, celle de christianiser le monde du travail et de collaborer à l'obtention des conditions de vie favorables à l'exercice normal de la vie chrétienne.

Que dans le cadre de cette mission et tenant compte des aspects humains, moraux et religieux, ils doivent exprimer leur solidarité avec la souffrance des hommes et des familles, et faire des efforts pour rétablir les relations de travail et les relations sociales dans un climat de compréhension et d'amour, d'accord avec les principes de la justice.

Affirment :

Le droit au salaire équitable : la justice exige que la rémunération des travailleurs soit suffisante pour leur permettre une vie humaine digne, en accord avec le niveau atteint par la société de notre temps. Seulement dans le cas d'impossibilité évidente, prouvée et sans faute de la part de l'entreprise ou pour des raisons très graves de bien commun, pourront se justifier les rémunérations inférieures, mais dans ce cas, le bien commun et la justice exigent que toute sorte de rétributions et de revenus souffrent des mêmes restrictions et que le sacrifice se partage entre tous les membres de la communauté nationale.

La participation à l'entreprise : il s'agit d'une participation active –les bénéfices et la propriété y compris– de tous les travailleurs aux tâches communes de l'entreprise et aux organismes appelés à prendre les décisions les plus importantes pour la vie nationale. C'est une exigence urgente et immédiate qui doit être abordée avec des moyens efficaces.

Droit d'association : pour impératif du droit naturel et du bien commun, il faut reconnaître d'une façon pratique et efficace le droit des travailleurs à fonder et à diriger librement des associations pour défendre leurs légitimes intérêts.

Grève : la grève doit être jugée à la lumière du bien commun, et naturellement, de la charité et de la justice. Elle ne peut pas être condamnée par principe. Dans la mesure où les obstacles à la grève sont plus élevés, grandit aussi le devoir du législateur d'offrir des garanties pour assurer efficacement la solution des conflits du travail.

Coexistence (*convivencia*, c'est le mot espagnol) : les relations et la coexistence sociales ne peuvent pas être basées sur la force, mais sur le droit, comme réalisation de la justice sous l'inspiration de l'amour.

Demandent :

Aux institutions publiques : que les principes ci-dessus exprimés soient appliqués et respectés. Qu'on empêche les privilèges d'un groupe social et que les légitimes intérêts des ouvriers, qui sont les plus atteints par la situation économique et sociale actuelle soient sauvegardés avec équité et justice, que l'équilibre soit maintenu entre les prix et les rétributions du travail et que l'expansion économique et sociale des régions les plus arriérées soit encouragée par la suppression des inégalités révoltantes.

Aux travailleurs : qu'ils gardent une attitude de sérénité en s'efforçant courageusement d'obtenir le respect de leurs droits, par des moyens moralement licites, en respectant le bien commun et sans prêter attention aux incitations intéressées qui prétendent dévier l'action ouvrière vers des buts et des moyens que les ouvriers espagnols repoussent. »

NOTES

2. « Les taux de salaire n'ont guère varié depuis juillet 1959 » (Rapport 1960). « Les salaires des ouvriers agricoles n'ont pas varié au cours de l'année dernière et leurs gains totaux ont même

baissé dans certains cas... Quant aux salaires dans l'industrie, il y a eu quelques augmentations limitées des salaires légaux minimums. » (Rapport 1961).

3. D'après le Service syndical de statistique et la revue *España Económica*, les salaires nominaux ont augmenté de 10 % de 1958 à 1962 ; les salaires réels, compte tenu de l'élévation du coût de la vie, ont baissé de 1 % pendant la même période.

4. Voici des données sur le contrôle de la production par les banques d'après la conférence du professeur Velarde au « cercle doctrinaire José Antonio » (phalangiste « pur ») de Madrid : La Banque espagnole de crédit contrôle 197 entreprises dont la somme des capitaux est de 45 575 millions de pesetas. La Banque de Bilbao contrôle 175 entreprises dont la somme des capitaux est de 26 104 millions. La Banque centrale contrôle 176 entreprises dont les capitaux se montent à 26 636 millions. La Banque de Biscaye contrôle 24 entreprises dont les capitaux se montent à 43 400 millions.... La Banque Urquijo contrôle 135 entreprises dont les capitaux se montent à 33 178 millions. La Banque hispano-américaine (liée à la Banque Urquijo par le « Pacte des Jarillas ») contrôle 133 entreprises dont les capitaux se montent à 33 308 millions. Ces six banques contrôlent plus de 80 % des capitaux des sociétés anonymes.

5. En Allemagne seulement, il y avait 74 000 ouvriers espagnols en mars 1962.

6. D'après les données de la Banque de Biscaye communiquées à la semaine sociale de l'église, les classes inférieures (73 % de la population) disposent de 25 % du revenu national.

7. Gallimard.

8. Les principaux clients de l'Espagne sont l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, la France et, bien entendu, les États-Unis. Ses principaux fournisseurs sont les États-Unis (24 % des importations espagnoles), l'Allemagne, l'Angleterre, la France et les pays du Moyen-Orient (ces derniers en raison des achats de pétrole).

9. Cet article était déjà sous presse quand, à la suite de la réunion tenue à Munich par des représentants de l'opposition libérale, MM. Gil Robles et Ridruejo ont été obligés de s'exiler, tandis que MM. Sastrústegui et Giménez Fernández étaient déportés aux Canaries. M. Gil Robles a été expulsé du Conseil privé de Don Juan.

10. *Esprit*, février 1961.

11. Les membres de l'« Opus Dei » se défendent toujours d'intervenir d'une manière organisée et cohérente en politique. Je voudrais seulement citer un passage du dernier livre de M. Vicente Marrero, éminence de l'« Opus Dei », *La guerre espagnole et le trust des cerveaux* : « [les membres de l'« Opus Dei »] disposent, en raison de leur appartenance à cet Institut, des relations, des moyens, des instruments pour se placer dans la société et, plus concrètement dans les milieux intellectuels, économiques et politiques, d'une manière singulièrement efficace, inconnue jusqu'à maintenant au sein du Catholicisme espagnol ».

12. *Esprit*, avril 1962.

13. Voir annexe I.

14. Voir annexe II.

15. Cependant le gouvernement n'abandonne pas la politique de la terreur : des dizaines de militants du FLP ont été arrêtés ; l'un de ses dirigeants, M. Ignacio Fernandez de Castro, a réussi à gagner la France après s'être réfugié à l'ambassade de l'Uruguay à Madrid ; le RP Baylo a été condamné à huit ans de prison, ainsi que huit étudiants de Barcelone, dont une jeune femme enceinte, Mme Salles.

16. Relevons la proposition faite à l'Union des forces démocratiques par les délégués du Parti socialiste et de l'UGT à l'intérieur de l'Espagne, pour le maintien sur les plans national, régional et local, quand cela sera possible et convenable, de contacts et d'échange d'information avec d'autres forces, aussi bien de la droite que de la gauche, comme l'« Unión Española » et le Parti communiste d'Espagne, afin de coordonner l'action antifranquiste et de faire coïncider, si possible, les tactiques.